



UN RÉSUMÉ DE :

**L'ÉDUCATION
PRISE POUR CIBLE
2018**



Global Coalition to Protect Education from Attack

Ce rapport est publié par la Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA), en français Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, créée en 2010 par des organisations appartenant aux domaines de l'éducation dans les situations d'urgence et dans les États affectés par des conflits, l'enseignement supérieur, la protection, les droits humains internationaux et le droit humanitaire international, qui étaient préoccupées par les attaques persistantes contre les établissements d'enseignement, leurs élèves et leur personnel dans les pays affectés par les conflits et l'insécurité.

La GCPEA est une coalition d'organisations comprenant : les coprésidents Human Rights Watch et Save the Children, le Council for At-Risk Academics (Cara), en français le Conseil d'aide aux universitaires réfugiés, la fondation Education Above All, l'Institute of International Education (IIE), le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La GCPEA est un projet du Centre Tides, une organisation à but non lucratif 501(c)(3).

Ce rapport est le résultat d'une étude externe indépendante commissionnée par la GCPEA. Il est indépendant des organisations individuelles membres du Comité directeur de la GCPEA et ne reflète pas nécessairement les opinions des organisations composant le Comité directeur.

COLLABORATEURS

Chercheuse principale : Amy Kapit

Coordinatrice de la recherche initiale : Andrea Mazzarino

Équipe de recherche : Cristal Downing et Anji Manivannan

Chercheurs et auteurs ayant collaboré au rapport : Micah Chabowski, Courtney Clark, Jennifer Cotton, Allison Cowie, Abdallah Ewis, Cate Dorigan, Sébastien Hine, Dana Marrero, Veera Mitzner, Christine Monaghan, Christopher Sfetsios, Siobhan Smith, Patrick Spauster, Chloe Suberville, Nang Thwe.

Révision : Dody Riggs

Graphiste : Rafael Jiménez

REMERCIEMENTS

La GCPEA remercie les membres de son Secrétariat, du Groupe de travail sur les mécanismes de suivi et d'information ainsi que du Comité directeur, pour leur examen du contenu de ce rapport et pour leurs commentaires, ainsi que les membres du personnel et les consultants des organisations qui ont passé en revue et commenté les profils de pays : Véronique Aubert, Sébastien Hine, Peter Klanduch, Maleiha Malik, Zama Neff, Diya Nijhowne, James Ross, Gisela Schmidt-Martin, Bede Sheppard, Margaret Sinclair, Sarah Willcox et Stephen Wordsworth.

La fondation Education Above All, le ministère norvégien des Affaires étrangères, ainsi qu'un donateur anonyme ont apporté un soutien financier généreux à ce rapport. L'EAA a travaillé pour prévenir les attaques contre l'éducation et a établi un partenariat avec la GCPEA depuis 2011. L'école de santé publique Mailman de l'Université de Columbia a apporté un soutien en nature à la recherche pour ce rapport. La fondation NoVo a également soutenu le travail de la GCPEA.

التعليم
فوق
الجميع | education
above
all

 COLUMBIA
UNIVERSITY | MAILMAN SCHOOL
of PUBLIC HEALTH

UN RÉSUMÉ DE :

L'ÉDUCATION PRISE POUR CIBLE 2018

Une étude globale des menaces ou de l'usage de la force, délibérée ou non, contre les élèves, les enseignants, les universitaires, le personnel scolaire et des transports ou les agents de l'éducation; et contre les écoles, les universités et autres institutions éducatives, menées pour des raisons politiques, militaires, idéologiques, sectaires, ethniques ou religieuses de 2013 à 2017.

RÉSUMÉ DU RAPPORT

Le 14 avril 2014, un groupe de combattants de Boko Haram est arrivé dans ma ville natale à Chibok pendant la nuit alors que les gens dormaient. Ils sont entrés dans la ville en tirant avec des armes, mais je dormais à l'école où j'étudie, et je n'ai rien entendu.

Mon amie m'a réveillé. Elle m'a dit : « Joy, tu n'entends pas ce qui se passe derrière la porte ? » ... C'était la première fois que j'entendais les voix des combattants de Boko Haram. Ils criaient et tiraient avec leurs armes.

Nous avions toutes peur. Nous avons prié pour nos familles à la maison, et nous avons demandé à Dieu de les protéger où qu'elles soient.

Alors que nous décidions de ce que nous devons faire, un homme est entré. Nous avons essayé de nous échapper, mais il nous a dit qu'il était policier et que nous pouvions lui faire confiance, qu'il était là pour nous protéger de ce qui se passait dehors. Il nous a demandé de venir, et nous l'avons fait.

Mais il avait menti ! Il n'était pas policier. Il était l'un des Boko Haram.

Par la suite, de nombreux membres de Boko Haram ont commencé à arriver de différentes directions. Ils nous ont dit que nous devons coopérer avec eux parce que ce sont des gens qui tuent sans pitié. Ils nous ont dit de les suivre, et ils nous ont chargées dans trois gros camions pour nous emmener loin de notre école.

J'ai prié et demandé à Dieu de me sauver. Il a répondu à ma prière. J'ai sauté du camion et j'ai couru pendant des heures et des heures pour m'échapper. En chemin, j'ai rencontré deux de mes camarades de classe qui avaient également sauté. Nous avons continué à courir ensemble.

Alors que nous courrions, un homme nous a croisées à moto. Nous l'avons arrêté et lui avons demandé de l'aide. Il nous a ramenées à Chibok.

Chaque fois que je pense à cette nuit horrible, je prie pour la sécurité de chaque élève à l'école partout. Je sais ce que ça fait - ça n'est pas du tout agréable - quand tout ce que tu voulais, c'était étudier et réaliser ton rêve, et tout d'un coup, en seulement quelques minutes, tes espoirs et tes rêves tombent comme une feuille d'arbre.

—JOY BISHARA, S'EXPRIMANT DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU,
LE 13 OCTOBRE 2017



Cette photo tirée d'une vidéo de Boko Haram est censée représenter des jeunes filles quatre semaines après leur enlèvement par ce groupe dans leur école, située dans la ville de Chibok, dans le nord-est du Nigeria, en avril 2014.

© 2014 AP Photo/File

Dans la nuit du 14 avril 2014, Joy Bishara et plus de 270 de ses camarades de classe ont été kidnappées par des membres du groupe extrémiste armé Boko Haram dans une école secondaire pour filles gérée par le gouvernement à Chibok, au Nigeria. Les hommes qui ont attaqué l'école, certains portant des uniformes de police, ont affirmé qu'ils avaient reçu des informations selon lesquelles l'école allait être attaquée et qu'ils étaient là pour emmener les filles dans un endroit sûr. Au lieu de cela, ils les ont enlevées et ont détruit l'école.

Cinquante-sept des filles, dont Joy, ont pu s'échapper peu après avoir été kidnappées, mais plus de deux cents sont restées captives pendant des années. Dans les mois et les années qui ont suivi, l'enlèvement a attiré l'attention internationale et a déclenché la campagne « Ramenez-nous nos filles ». Des négociations ont permis la libération d'une centaine de filles en 2016 et 2017, mais plus d'une centaine manquaient toujours au moment où nous écrivons.

Les filles de l'école secondaire de Chibok n'étaient pas les seules à risquer leur vie pour étudier et apprendre. **Les attaques contre les étudiants, les enseignants, les professeurs, les écoles et les universités, ainsi que l'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires, sont monnaie courante dans de nombreux pays. Pour certains, la situation s'aggrave**

La présente édition de *L'éducation prise pour cible*, la quatrième d'une série, examine l'utilisation de la force sous forme de menace ou réelle contre les élèves, les enseignants, le personnel de l'éducation, ou des installations et du matériel éducatif. Le rapport, qui retrace les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles et universités à travers le monde, montre qu'entre 2013 et 2017, les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles et des universités ont tué ou blessé des milliers d'élèves et d'éducateurs, et ont endommagé ou détruit des centaines d'écoles et d'établissements d'enseignement supérieur.



Dans une école située sur la ligne de front du conflit à Marjinka, en Ukraine, des sacs de sable sont empilés devant les fenêtres des salles de classe, et des policiers armés patrouillent les terrains et l'entrée de l'école, pour sa protection.

© 2017 Ashley Gilbertson / VII pour l'UNICEF

Chacun des 28 pays présentés dans ce rapport a subi au moins 20 attaques contre l'éducation entre 2013 et 2017, la période couverte par la présente étude : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Irak, Israël / Palestine, le Kenya, la Libye, le Mali, Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine, le Venezuela et le Yémen.

En incluant les 28 pays présentés dans le rapport, la GCPEA a identifié des attaques contre l'éducation dans 75 pays. Au moins 5 mais moins de 20 incidents d'attaques contre l'éducation, dans lesquels au moins un incident était une attaque directe ou a tué au moins une personne, ont été signalés dans 15 pays. Des incidents isolés d'attaques contre l'éducation ont été documentés dans 32 autres pays.

Les attaques contre l'éducation peuvent être perpétrées pour des motifs politiques, militaires, idéologiques, sectaires, ethniques ou religieux. Comme le montre l'histoire de Joy, des élèves et des membres du personnel éducatif ont été tués, blessés et traumatisés, et des bâtiments scolaires et universitaires ont été endommagés et détruits. L'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires peut convertir les bâtiments en cibles d'attaques par des forces adverses, mettant en danger la vie des élèves et des enseignants. En plus du risque de décès et de blessures, l'utilisation militaire des installations éducatives empêche souvent les élèves d'accéder à l'éducation. Au-delà de ces impacts immédiats, les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles et des universités limitent l'accès aux opportunités éducatives, nuisent à la qualité de l'éducation, et entravent le progrès social et le développement.

Cette quatrième édition de *L'éducation prise pour cible* s'appuie sur deux études publiées par l'UNESCO en 2007 et en 2010 ainsi qu'une troisième étude publiée par la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) en 2014. Au cours de la dernière décennie, depuis le début de cette série, le signalement d'attaques a augmenté de manière significative dans de nombreux endroits. Par conséquent, il était difficile d'analyser les tendances des attaques au cours de la période parce que les tendances apparentes peuvent refléter des changements dans l'accès à l'information plutôt que des augmentations ou des diminutions réelles du nombre d'attaques. Néanmoins, cette étude compare, dans la mesure du possible, les tendances mondiales des attaques contre l'éducation au cours de la période 2013-2017 à celles signalées dans l'étude précédente. Pour cela, elle emploie une méthodologie similaire à celle utilisée pour l'édition 2014, qui repose sur trois méthodes de recherche : une recherche de rapports par les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de droits humains et de surveillance ; une recherche de rapports médiatiques ; et des entretiens avec des groupes collectant des données dans les pays présentés et avec des experts de pays.

Le nombre total d'attaques contre l'éducation documentées dans *L'Éducation prise pour cible 2018* indique que **la violence envers les élèves, les éducateurs et leurs institutions a augmenté dans le monde entier entre janvier 2013 et décembre 2017 comparé à la période couverte dans *L'Éducation prise pour cible 2014* allant de 2009 à la mi-2013.**

Cette étude a révélé que plus de 1 000 attaques individuelles contre l'éducation ou de cas d'utilisation militaire d'écoles ou d'universités, ou encore que plus de 1 000 élèves ou enseignants, ou d'autres membres du personnel éducatif étant blessés ont été signalés dans 9 pays : l'Égypte, Israël / Palestine, le Nigéria, les Philippines, la RDC, le Soudan du Sud, la Syrie, la Turquie et le Yémen.

Chaque profil de pays comprend des informations sur six catégories d'attaques contre l'éducation, le cas échéant :

- Des attaques physiques ou des menaces d'attaques contre les écoles
- Des attaques physiques ou des menaces à l'encontre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel éducatif
- L'utilisation militaire des écoles et des universités
- Le recrutement d'enfants sur le trajet de l'école ou de l'université ou à l'intérieur même du bâtiment
- La violence sexuelle par des parties armées sur le trajet de l'école ou de l'université ou à l'intérieur même du bâtiment
- Des attaques contre l'enseignement supérieur

Les attaques contre les écoles ont été le plus souvent signalées en Israël / Palestine, au Nigeria, en RDC et au Yémen. Par exemple, OCHA a signalé en décembre 2017 que 256 écoles avaient été entièrement détruites et que 1 413 autres avaient été partiellement endommagées au Yémen.

« Toute l'école a tremblé. »

Muhammad al-Anadani, enseignant au Centre pour la formation et la réhabilitation des enfants à Alep, en Syrie, a décrit aux journalistes ce qui s'est passé le 3 mai 2015, lorsque son école a été frappée par une bombe baril : « *C'était au moment de la récréation et je me trouvais au bureau de l'administration. J'ai entendu des gens dans la rue crier 'Attention ! Ils lâchent une bombe !' Nous n'avons pas réalisé qu'ils nous cibleraient. Nous étions plutôt calmes, mais le bruit de la bombe baril se rapprochait, puis nous avons entendu une explosion terrifiante. Toute l'école a tremblé et j'ai volé de l'autre côté de la pièce. J'ai entendu les enfants crier. Je me suis précipité hors du bureau et ce que j'ai vu était horrible. Pendant un moment, j'ai pensé que tout le monde avait été tué. Puis je me suis précipité pour aider les ambulanciers et faire sortir les survivants de l'école. Comme je l'ai appris plus tard, neuf enfants et deux enseignants ont été tués.* »

Les rapports ont suggéré que **les élèves et les éducateurs** étaient individuellement ciblés le plus souvent en Afghanistan, en Israël / Palestine, au Nigéria et aux Philippines. En Afghanistan et au Nigéria, ces attaques comprenaient des assassinats ciblés, des enlèvements et des menaces. En Israël / Palestine, les élèves, les enseignants et les membres du personnel éducatif ont été le plus souvent blessés ou arrêtés lorsqu'ils ont protesté contre la présence des militaires et des colons dans les écoles et à proximité. Aux Philippines, les étudiants autochtones ont été victimes d'intimidation et de harcèlement de la part des forces armées et des groupes paramilitaires. Le réseau de plaidoyer autochtone Save Our Schools a documenté une intensification des menaces et du harcèlement par les forces armées des Philippines et les groupes paramilitaires associés, qui ciblaient les élèves et les enseignants des communautés autochtones.

« On vous découpe en morceaux et on vous tue. »

Sur le campus de Talaingod de la Mindanao Interfaith School Foundation, aux Philippines, Human Rights Watch a rapporté en 2015 que des soldats intimidaient et harcelaient des élèves et des enseignants depuis 2012. Un enseignant a déclaré à Human Rights Watch qu'un groupe de soldats et des membres du groupe paramilitaire Alamara l'avaient arrêté alors qu'il était sur le chemin de l'école le 5 janvier 2015. Il a déclaré qu'ils lui ont dit : « *Si vous passez, on vous découpe en morceaux et on vous tue.* »



L'utilisation militaire d'écoles ou d'universités a été signalée au moins une fois dans 29 pays, dont 24 présentés dans ce rapport : l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, l'Inde, l'Irak, Israël / Palestine, le Kenya, le Liban, la Libye, le Mali, Myanmar, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la RCA, la RDC, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie, la Turquie, l'Ukraine, le Yémen et le Zimbabwe. Il s'agissait notamment de cas où des forces armées ou des groupes armés non étatiques utilisaient des écoles comme bases, casernes, abris temporaires, positions de combat, installations de stockage d'armes, centres de détention et d'interrogatoire, ou installations d'entraînement militaire.

« Ils ont utilisé les terrains de notre école comme toilettes. »

En 2016 et 2017, Human Rights Watch a documenté l'occupation d'écoles en RCA par des combattants de la Séléka, des combattants anti-balaka et des forces des Nations Unies. Un responsable de l'école a décrit à Human Rights Watch les dégâts aux effets durables que les combattants anti-balaka ont causés à son école quand ils l'ont occupée de la fin de 2014 à octobre 2016 : « Ils ont détruit des bureaux et des chaises. Nous avons réussi à leur faire quitter l'un des bâtiments pour pouvoir redémarrer l'école, mais ils occupaient toujours la moitié de l'école et ont détruit le bâtiment. Ils fumaient de la marijuana toute la journée et ils disaient qu'ils attendaient le DDR [désarmement, démobilisation et réintégration]. Ils sortaient sur la route principale et dressaient des barrages routiers dans la rue, arrêtaient les véhicules et leur soutiraient de l'argent sous la menace des armes. Ils ont utilisé les terrains de notre école comme toilettes. Ils ont utilisé les bureaux pour le bois de chauffage et ont détruit au moins 75 d'entre eux. Lorsque le bâtiment sera réparé, nous l'utiliserons à nouveau ».

Des combattants de la Seleka MPC (Mouvement Patriotique pour la Centrafrique) utilisent un bureau qu'ils ont pris dans l'école locale de Mbrès, province de Nana-Grébizi, République centrafricaine, en mars 2017. Les trois écoles de la ville ont toutes été fermées depuis 2013 à cause de la présence des combattants, du manque d'enseignants et des tensions entre les groupes armés.

© 2017 Edouard Dropsy pour Human Rights Watch

Les limites de l'information rapportée ont rendu difficile l'évaluation de la mesure dans laquelle les écoles ont servi de lieux de recrutement d'enfants ou de violence sexuelle. Néanmoins, la GCPEA a trouvé des signalements de **recrutement d'enfants dans 16 des pays présentés dans ce rapport** : l'Afghanistan, la Colombie, l'Iraq, le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la RDC, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et le Yémen.

Des enfants et des adultes, hommes et femmes, ont été victimes de violences sexuelles perpétrées par des groupes armés dans des établissements scolaires ou universitaires. La GCPEA a recueilli des informations selon lesquelles les parties aux conflits étaient responsables de **violences sexuelles survenant sur le trajet de l'école ou de l'université, ou dans les établissements même, dans 17 pays** : l'Afghanistan, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Iraq, le Mali, Myanmar, le Nigéria, les Philippines, la RCA, la RDC, le Soudan du Sud, le Venezuela et le Yémen. En RDC, par exemple, le Cluster Éducation a rapporté que des miliciens ont enlevé 17 filles des écoles primaires en 2017 et les ont violées pendant plusieurs mois.

Les filles et les femmes ont été ciblées exclusivement en raison de leur genre, non seulement en tant que victimes de violences sexuelles, mais également lorsque des groupes armés s'opposaient à l'éducation des femmes. **Les filles et les femmes ont été la cible d'attaques en raison de leur genre dans au moins 18 des 28 pays** étudiés dans ce rapport : l'Afghanistan, le Cameroun, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, l'Iraq, la Libye, le Mali, Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la RCA, la RDC, le Soudan du Sud, la Syrie, Venezuela et le Yémen. Ces attaques incluaient la violence sexuelle et d'autres formes d'attaques contre l'éducation. Par exemple, en juillet 2016, un attaquant non identifié à motocyclette a jeté de l'acide dans les yeux de trois lycéennes de la province de Herat en Afghanistan.

Lors de leur cérémonie de remise de diplômes le 24 octobre 2016, des étudiants du département de génie chimique de l'Université de Benghazi, en Libye, posent à côté de munitions désamorçées et d'engins explosifs devant un bâtiment universitaire détruit au cours des combats.

© 2016 Abdullah Doma/AFP/Getty Images



Des attaques contre les établissements et le personnel d'enseignement supérieur ont été largement signalées dans tous les pays étudiés, notamment des **attaques contre des établissements d'enseignement supérieur dans 20 pays : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Cameroun, la Colombie, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, l'Irak, Israël / Palestine, le Kenya, la Libye, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la Somalie, la Syrie, la Thaïlande, l'Ukraine, le Venezuela, et le Yémen.** Par exemple, au Bangladesh, environ 28 attentats à l'explosif ont été signalés à l'Université de Dhaka au cours des trois premiers mois de 2015 seulement. **Des membres du personnel d'enseignement supérieur ont été attaqués dans tous les pays présentés dans ce rapport**, notamment par une répression violente des manifestations liées à l'éducation blessant des étudiants ou des membres du personnel éducatif.

Des étudiants d'Université tués par balle dans leurs chambres

Le matin du 1er décembre 2017, des hommes armés talibans ont attaqué l'Institut de formation agricole de Peshawar, au Pakistan. Un étudiant a déclaré au journal Dawn : « *Je dormais. Quand nous avons entendu les coups de feu, nous avons rapidement fermé la porte de notre chambre et passé des appels téléphoniques pour savoir ce qui se passait. On nous a dit que les gens à l'extérieur étaient des terroristes et que nous devons garder la porte de notre chambre fermée... Les terroristes ont tiré sur tous ceux qui erraient et ils ont brisé des portes pour attaquer les étudiants. Heureusement, le personnel de sécurité est arrivé à la résidence avant que ces hommes ne viennent dans notre chambre - c'est pourquoi nous sommes en vie.* » Bien que de nombreux étudiants étaient rentrés chez eux en vacances quand l'attaque a eu lieu, 9 personnes ont été tuées, dont au moins 6 étudiants, et au moins 35 personnes ont été blessées.

Alors que les rapports sur les attaques contre l'éducation et leurs effets dévastateurs sont devenus plus courants, des efforts ont également été déployés pour prévenir de telles attaques et remédier à leur impact. Cette attention était peut-être plus évidente dans les engagements spécifiques pris par plus d'un tiers des États membres de l'ONU (jusqu'ici) pour protéger les élèves, les enseignants, les écoles et les universités contre les attaques. En avril 2018, 74 États avaient approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un engagement politique intergouvernemental visant à protéger l'éducation pendant les conflits armés. L'adhésion généralisée a été accompagnée par un nombre croissant d'États mettant en œuvre les promesses faites dans la déclaration en modifiant les lois ou bien les politiques militaires ou éducatives.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Assemblée générale des Nations Unies, les organes conventionnels de l'ONU, les tribunaux internationaux et les organisations d'aide et humanitaires ont à leur tour accordé une attention considérable aux attaques contre l'éducation et l'utilisation des écoles et des universités à des fins militaires.

Ces progrès sont louables, mais il reste encore beaucoup à faire pour protéger les élèves, les éducateurs et les établissements d'enseignement des attaques contre l'éducation et de l'utilisation militaire.

RECOMMANDATIONS

Pour protéger l'éducation de façon plus efficace, la GCPEA exhorte les États, les agences internationales et les organisations de la société civile à :

- Signer, mettre en œuvre et avaliser la Déclaration sur la sécurité dans les écoles afin d'assurer que tous les élèves et les éducateurs, hommes et femmes, puissent apprendre et enseigner en toute sécurité.
- Éviter d'utiliser les écoles et les universités à des fins militaires, notamment en appliquant les *Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés.*
- Renforcer le suivi et le signalement des attaques contre l'éducation, notamment en ventilant les données par type d'attaque contre l'éducation, le genre, l'âge et le type de scolarité, afin d'améliorer les efforts visant à prévenir les attaques contre l'éducation et à y répondre.
- Enquêter systématiquement sur les attaques contre l'éducation et poursuivre leurs auteurs.
- Fournir une assistance non discriminatoire à toutes les victimes d'attaques contre l'éducation, en tenant compte des différents besoins et expériences des hommes et des femmes.
- Veiller à ce que l'éducation favorise la paix au lieu de déclencher des conflits et qu'elle offre une protection physique et psychosociale aux élèves, notamment en s'attaquant aux stéréotypes sexistes et aux barrières qui peuvent déclencher, exacerber et poursuivre les attaques contre l'éducation.
- Dans la mesure du possible, maintenir un accès sûr à l'éducation pendant les conflits armés, notamment en associant les communautés scolaires et universitaires et tous les autres acteurs concernés à l'élaboration de stratégies de réduction des risques et de plans complets de sûreté et de sécurité pour les attaques contre l'éducation.

LORSQU'ELLE S'EST ADRESSÉE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, LE 13 OCTOBRE 2017, JOY BISHARA A APPELÉ À LA PROTECTION DE L'ÉDUCATION :

Les écoles doivent être protégées. Les élèves doivent se sentir en sécurité. Ils ont besoin d'étudier et de travailler pour leurs rêves sans crainte. C'est la seule façon pour eux de découvrir et de changer le monde. J'espère et prie pour que plus aucun élève ne traverse ce que j'ai traversé.

Des élèves jouent ensemble sur le terrain de jeu d'une école endommagée dans la campagne de l'est d'Alep, en Syrie, en septembre 2017.

© 2017 Khalil Ashawi/REUTERS





(en couverture) Un enfant syrien regarde dans une salle de classe dévastée lors d'une frappe aérienne signalée le 7 mars 2017, dans la ville d'Utaya, tenue par l'opposition, près de la ville de Damas.

© 2017 Amer Almohibany /AFP/Getty